

Comment gérer le multilinguisme et le plurilinguisme dans les universités des Grands lacs et de l'Afrique centrale. Cas de la RD Congo

Dr Sim Kilosho Kabale

Université Kenyatta, Kenya/ Institut supérieur pédagogique de Bukavu - RDC

kiloshokabsim@yahoo.com



Synergies Afrique des Grands Lacs n° 2 - 2013

pp. 33-43

Reçu le 20-05-12, accepté le 17-10-12

Résumé : Le plurilinguisme mal géré en Afrique de l'Est, dans la région des Grands lacs et plus particulièrement en RDC est à la base des échecs scolaires et certaines indifférences affichées par-ci par-là. Et pourtant une bonne planification et un bon aménagement de cette richesse linguistique serait utile dans les pays concernés. Les universitaires congolais ont tout intérêt à maîtriser les langues officielles et nationales enseignées dans leurs pays et dans les pays voisins. Ceci leur permettra une double intégration : nationale et internationale. L'époque de l'enfermement et d'orgueil national est dépassée. Toutes les nations convergent vers l'interculturalité et l'ouverture vers l'autre. Or, la langue comme instrument de communication sociale est susceptible de cimenter les relations des habitants d'une même région ou aire géographique ayant les intérêts communs. De même, un apprentissage favorisant le plurilinguisme donne plus de chance aux enfants issus de tous les coins d'un pays à apprendre dans les langues qu'ils maîtrisent mieux.

Mots-clés : plurilinguisme, intégration, DRC, université, Région des Grands lacs, Afrique de l'Est.

How to manage multilingualism and plurilingualism in the universities of Great Lakes and Central Africa: The case of the Democratic Republic of Congo

Abstract: Multilingualism poorly managed in East Africa and in the Great lakes, more especially in the DRC thus causing academic failure and indifferences displayed here and there. However, a good planning and development of this linguistic wealth would be useful to all countries concerned. The Congolese academics have interest in controlling/mastering the official and national languages taught in their country and outside their national territory. The time of national pride and confinement is a thing of past. All nations are converging towards cultural diversity and openness towards the other. However, language as an instrument of social communication is likely to cement relationships amongst the people population with common interest. No doubt, teaching/learning which favors multilingualism will be useful not only to the Democratic Republic of Congo but also to all her neighboring countries.

Key words: multilingualism, integration, DRC, universities, Great lakes Region, East Africa.

Introduction

La République démocratique du Congo, le géant situé au cœur de l'Afrique et au centre de ses dix voisins, n'a cessé d'être un vivier, au fil du temps, dans lequel les langues se créent, se côtoient et se repoussent. De ce fait, à l'instar de la plupart des universitaires africains, l'étudiant congolais est à la fois multilingue et plurilingue. Non seulement il s'exprime en plusieurs langues de son terroir mais aussi, dans certaines circonstances d'énonciations et dans différents « contextes situationnels » (Christian Baylon, 1996 : 204) ; chaque fois qu'il parle, son répertoire linguistique englobe les expressions qu'il a d'ores et déjà acquises dans sa langue maternelle (LM), dans ses quatre langues nationales (LN) et dans sa langue officielle (LO), en l'occurrence le français. En plus de ces langues, il n'est pas étonnant d'entendre aussi les étudiants vivant près des frontières de la RDC avec les pays voisins s'exprimer, par exemple, en portugais (parlé en Angola), en kinyarwanda, en kirundi ou en luganda (parlés respectivement au Rwanda, au Burundi et en Uganda). Certes, comme on le constate, cette exposition à plusieurs langues apprises depuis la tendre enfance peut simultanément constituer un atout et un blocage à un enseignement/apprentissage effectué prioritairement en français. Il devient donc capital d'examiner comment ces langues se gèrent et s'apprennent au Congo et surtout à l'université. Et ceci, afin d'envisager les propositions adéquates pouvant amener un jour les décideurs à bien planifier et aménager un système éducatif susceptible d'y favoriser le développement harmonieux des compétences plurilingues et amener les étudiants congolais à participer activement à l'intégration régionale de leur pays et, par extension, au développement des pays des Grands lacs et de l'Afrique de l'Est.

1. L'étudiant congolais, héritier d'un multilinguisme à plus de cinq vitesses

Linguistiquement parlant, la RDC figure parmi les pays les plus multilingues de la planète. Alors que ses dix voisins¹ comptent moins des langues, elle seule en a plus de 250. Parmi elles, les linguistes dénombrent plus de 245 langues autochtones, quatre langues nationales (à savoir le kiswahili, le lingala, le ciluba, et le kikongo) et le français, langue officielle. Sur cette liste peuvent aussi s'ajouter toutes les langues voisines parlées aux frontières et voire à l'intérieur du pays, par les « réfugiés éternels » et les « immigrants ».

En principe, le lingala, la langue de l'armée depuis l'époque coloniale jouit d'un statut particulier en RDC, La plupart des Congolais s'expriment parfaitement ou imparfaitement dans cette langue parlée surtout dans la ville de Kinshasa et la province de l'Equateur, tout au long du fleuve Congo jusqu'aux pools Malebo et Kisangani, sur l'Oubangui ainsi qu'au Nord de l'Uélé. Le kikongo, quant à lui se répand dans les provinces du Bandundu et du bas Congo, tandis que le ciluba se parle dans les deux Kasai.

Qu'en est-il du kiswahili ? Comme l'atteste Alain Ricard dans son ouvrage très récent *Le kiswahili une langue moderne* (paru aux Editions Karthala en 2009), cette langue des marins zanzibarites et tanzaniens devient une langue bantoue très importante en Afrique. Il se parle dans tous les pays de l'Afrique de l'Est et

dans la région des Grands lacs. Selon les données démo-linguistiques de 2005, le Congo-Kinshasa compte plus de 9 millions de locuteurs à l'Est, au Katanga, dans les deux Kivu (Nord et Sud), dans le Maniema et dans le Haut-Congo.

En dépit de cette diversité linguistique énorme, comme on le constatera, le système éducatif congolais n'en tire pas profit. Comme dans la plupart des pays africains francophones, l'adoption du français dans l'enseignement occulte les yeux de décideurs. Au lieu de concevoir plus tôt des programmes bilingues ou multilingues qui puissent privilégier l'acquisition des matières en langues locales et étrangères à tous les niveaux, ils ont opté uniquement pour la *langue du maître belge*. Les raisons de ce choix sont multiples. D'aucuns citeront l'indisponibilité des manuels, l'incapacité de transmettre les matières complexes en langues locales, l'embaras de choix de langue, etc. Fabienne Lallement, (2002 :87) citerait les difficultés inhérentes du genre « choix de la langue, élaboration du matériel didactique et des supports, formation des enseignants, articulation avec le français et les autres langues. » Ainsi, la RDC, en suivant la logique des quinze autres pays francophones du continent utilise la langue de Molière comme véhicule de l'enseignement au degré moyen tandis qu'au degré élémentaire les élèves étudient en langues véhiculaires nationales utilisées dans leur région d'origine. Après l'indépendance, selon Nyembwe Ntita (2009 : 7), il faut distinguer deux périodes :

- « - de 1962-1975 : les langues congolaises sont supprimées au seul profit du français qui devient l'unique langue d'enseignement à tous les niveaux.
- De 1975 à nos jours, l'emploi des langues nationales est admis dans les deux premières années du primaire et l'emploi du français intervient à partir de la 3^{ème} année d'après le prescrit du programme. »

Qu'en indique le bilan ? La suppression des langues nationales congolaises comme leur maintien partiel, seulement en première et en deuxième année, loin de satisfaire les attentes des décideurs et des parents ont favorisé la déperdition et l'échec scolaire. Selon le *Projet du plan d'Action National de l'éducation pour tous en RDC de 2005* « Au moment de l'indépendance en 1960, la RDC avait le taux de scolarisation brut (TBS) le plus élevé d'Afrique subsaharienne ». Le même document indique qu'en 1972/73 la scolarisation primaire du même pays connut « un pic d'environ 93%. » Et pourtant, à en croire le *Rapport de la Banque mondiale* de 2004, le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 89% en 1975/1976 à 64 % en 2001/2002.

Dans un pays pansant difficilement les plaies de ses guerres civiles, les raisons de cette chute libre abondent. Cependant, en toute sincérité avant d'épingler des causes non moins négligeables ; telles que la pauvreté, de nombreuses fluctuations et les remous sociopolitiques de quinze dernières années, le rapport cité en haut mentionne, de prime abord, le problème linguistique :

« L'instruction dans l'une des langues nationales est offerte dans les deux premières années du primaire, tandis que le français devient la langue d'enseignement à partir de la troisième année. La considérable diversité linguistique mentionnée ci-dessus complique la tâche d'enseignement apprentissage dans les premières années du primaire en zones rurales, où beaucoup d'enseignants peuvent ne pas être familiers

avec la langue maternelle des élèves. Le manque de fournitures pédagogique dans la langue maternelle implique que la pratique sur terrain en matière de langue d'instruction varie en fonction de l'enseignant et du bagage linguistique des élèves. Les écoles privées, implantées principalement dans les zones urbaines, proposent une instruction en français dès la première année. »

Comme l'indique ce rapport, il n'y a aucun doute que, le ver est dans le fruit. Le multilinguisme et le plurilinguisme mal planifiés et mal aménagés depuis la maternelle sont à la base de la déperdition scolaire en RDC. Des faits concrets le prouvent dans la vie pratique. Comme conséquences fâcheuses, certains anciens élèves, inaptes à l'école ou refoulés par celle-ci ne croisent pas les bras à la cité. Certains d'entre eux rejoignent les maquis des rebelles et deviennent « Kadogos » ou « petits soldats ». En effet, Ils sèment la terreur et se révoltent implicitement contre un système qui les a écartés de la voie normale. Il suffit de lire l'interview de Serges Amisi², un ancien Kadogo pour s'en rendre compte. Tout en regrettant son déracinement de l'école, il témoigne ses horreurs auxquels s'entremêlent les scènes de viols, de tueries et de barbaries de toutes sortes qu'il a vécues dans les maquis. D'autres inadaptés scolaires, abandonnés à leurs sorts errent dans les rues des villes et faubourgs. Ces sans abris s'appellent « maibobos, à l'Est, et « phaseurs » ou « Cheges » à l'Ouest, et plus particulièrement à Kinshasa. Ceux qui vivent avec leurs parents ne constituent pas moins un danger pour la nation. Certains comptent parmi les cambrioleurs et les badauds de tous bords. Au sujet des « enfants soldats » et « phaseurs congolais », Patrice Yengo (2011 :106) se lamente en ces termes :

« Tout comme l'enfant jeté dans la rue devient sorcier la nuit, l'enfant soldat est la face diurne de la sorcellerie dans ces sociétés où les aînés, pris dans leurs contradictions politiques et sociales, projettent sur l'enfance les fantasmes de leur impuissance (...) l'enfance armée est bien une saison en enfer, elle n'est ni blanche ni sèche mais sombre. »

Certes, ce fléau récent des enfants soldats, *maibobo*, *chegues* ou *phaseurs* devrait interpeller plusieurs instances pouvant rendre le chemin de l'école plus accessible à tous les jeunes capables d'apprendre en français ou dans d'autres langues. Intéressons-nous plus particulièrement à ceux qui réussissent à l'école primaire et s'inscrivent au secondaire et plus tard à l'université. La question épineuse de langue demeure pour eux un handicap majeur. Dans sa recherche basée sur l'évaluation de l'enseignement du français dans l'ex-Zaïre, Lokombe avait révélé dans les années 80 une incompatibilité notoire entre la réussite à l'école et la maîtrise de la langue française. À partir des analyses minutieuses, il avait constaté que sur 866 candidats inscrits aux examens d'État (bac) en 1984, 282 ou seulement 32,5% avaient réussi aux épreuves de français, et surtout en dissertation. À partir de ses analyses, le professeur Lokombe ne mâche pas les mots. Il exprime sans ambages ses inquiétudes en ses termes :

« Il y a une grande erreur officielle, nous enseignons le français sans y croire. Cette attitude consciente est négative. Elle pourrait à elle seule, expliquer la grande partie de tout échec de l'enseignement du français au Zaïre. On se demande si une baisse de niveau pourrait en être la conséquence. »

Lokombe souhaiterait qu'on enseigne le français tout en tenant compte de l'environnement multilingue et plurilingue dans lesquels l'élève congolais évolue. Ce constat auquel on peut ajouter les inquiétudes de Ngalasso et de tous les enseignants qui se lamentent à propos de la baisse du niveau en français donne une idée sur le type d'étudiants admis dans les universités en RDC.

2. Le plurilinguisme mal planifié et mal aménagé dans les universités congolaises

Comme dans la plupart des universités africaines francophones, et plus particulièrement celles de l'Afrique centrale, l'enseignement se fait principalement en français. Par rapport à ce qui se fait ailleurs, bien que les facultés des lettres et départements des langues comportent les sous-départements d'anglais ou de latin. L'enseignement des langues nationales est négligé. Et pourtant, en Tanzanie et au Kenya, les départements de kiswahili enregistrent chaque année plus de 2000 étudiants qui acquièrent les matières en kiswahili, leur langue maternelle et officielle. Dans les instituts supérieurs pédagogiques où les départements de français-langues africaines devaient développer des programmes multilingues et/ou plurilingues efficaces, on fournit peu d'efforts à cet égard. En dépit de plusieurs recherches linguistiques louables portant sur une variété des langues congolaises menées par les étudiants et leurs professeurs, dans ces départements, l'apprentissage des langues nationales est au rabais. En effet, sur une trentaine des cours de graduat (licence française) un seul cours de 45 heures (L'étude d'une langue congolaise) est consacré à l'enseignement d'une seule langue nationale de choix de l'enseignant. La plupart de temps, ce cours se dispense sans que les étudiants en tirent grand profit.

Qu'en est-il de l'apprentissage du français que tous les étudiants congolais sont censés maîtriser avant même qu'ils ne soient admis à l'université ? Comme nous l'avons souligné plus haut, beaucoup d'entre eux n'ont pas satisfait aux épreuves de français et plus précisément à celle de la dissertation. Ils éprouvent de réelles difficultés à s'exprimer de façon satisfaisante en cette langue, à l'oral comme à l'écrit. Alors que la langue de Molière constitue l'essentiel du programme des *étudiants francisants* ou ceux qui sont inscrits au département des lettres et civilisation française, dans les universités ; et ceux qui sont inscrits aux départements de *Français-Langues africaines*, *Langues africaines-Français*, *Français-latin et latin-français* dans les instituts supérieurs pédagogiques. Tel n'est pas le cas des étudiants *non francisants* qui ne l'apprennent qu'en première année de graduat. Dans plusieurs établissements, ce cours est désigné parfois par « Techniques d'expression orale et écrite », « Expression orale et écrite ou français-Logique » Son volume horaire varie entre 30 et 60 heures par an selon les options. A l'institut supérieur pédagogique de Bukavu, par exemple, le cours de Techniques de l'expression orale et écrite offert en sciences commerciales se dispense en 45 heures. Au département des sciences de l'information de l'Université de Kinshasa, le même cours est dispensé en première et deuxième année avec un crédit horaire respectif de 75 heures et de 90 heures par an. Quel en est le résultat ? Comme si l'insuffisance de nombres d'heures ne suffisait pas pour justifier les dérapages et erreurs commis en français par les étudiants qui suivent ces cours, Nyembwe évoque d'autres raisons ; notamment « la manière

dont ce cours est souvent dispensé, le peu de considération dont il bénéficie auprès des étudiants concernés et parfois auprès des responsables des unités de formation au sein desquelles ces étudiants évoluent.

Certes, les étudiants moins forts dans leur langue d'instruction recourent aux autres langues au cours de leur apprentissage. Le professeur Mukala Kadima Nzuji (2001) témoigne dans *Jeune Afrique* une incongruité observée à Kinshasa. D'après lui, les étudiants ont tendance à s'expliquer en langues maternelles ou nationales les cours appris en français. Il raconte qu'il lui arrivait souvent de « surprendre des étudiants de la faculté des lettres de l'Université de Kinshasa en train de commenter un cours de philosophie en lingala. Pourquoi préféreraient-ils réviser leurs leçons en lingala plutôt qu'en français ? Ils estimaient qu'ils comprenaient mieux ainsi. » André Nyembwe Ntita qui paraît nostalgique se souvient de sa belle époque (1969) quand il entrait à l'université :

« Nous ne pouvions communiquer avec les étudiants provenant d'autres provinces du Congo qu'en français. À cette époque la jeunesse estudiantine se distinguait d'autres jeunes par deux signes principaux : le port d'un képi orné d'objets de parure et l'usage du français. D'ailleurs les étudiants étaient qualifiés de « Je les connais ».

Toujours selon le même Nyembwe, deux décennies seulement après, la situation s'est complètement dégringolée. En 1995, raconte-t-il, il avait reçu la visite d'un parent pendant qu'il enseignait à l'Université de Kinshasa. Vis-à-vis de l'emploi excessif du lingala au campus, son hôte s'est exclamé ainsi : « Il y a longtemps que je ne suis pas venu ici au campus. Mais j'ai cru que je me trouvais dans un camp militaire. » Et quand il lui demanda pourquoi ? Il lui dit « Mais parce qu'ici tous les étudiants ne parlent que lingala. »

Des constats pareils sont multiples. Atibakwa-Baboye Edema qui s'intéresse à l'hindubill comme particularité du français de Kinshasa note que le brassage des populations d'origines diverses a donné généralement lieu à une mixité linguistique caractérisant l'usage des locuteurs lettrés kinois. À titre illustratif, il cite même deux romans « truffés de lexies directement tirées de l'hindubill : *Kin-la-joie* d'Achille Ngeye, publié chez Harmattan en 1993 et *L'instant d'un soupir*, paru en 1989 à Paris, aux Éditions Présence africaine.

Le bilinguisme français-Lingala ne se manifeste pas seulement à Kinshasa. À Kisangani ou dans la région de l'Équateur ces deux langues coexistent tant bien que mal dans les milieux estudiantins, dans les médias et voire à la cité. Ce n'est pas pour dire que les étudiants des autres régions sont épargnés du phénomène du multilinguisme/plurilinguisme. Partout au Congo les langues maternelles et nationales influencent les parlers des universitaires. Dans les deux Kasaï, à Lubumbashi ou au Maniema, le constat reste le même. À Bukavu où nous dispensons les cours dans deux universités, les mêmes brassages s'affichent. Quand, à l'Ouest, les étudiants recourent au lingala pour s'expliquer mutuellement les matières étudiées en français, à l'Est, ce sont plutôt le swahili, le kilega, le mashi et d'autres langues locales qui servent de médium dans certaines salles d'études. Aux heures de pauses ou dans les auditoriums, à l'absence de professeurs, les étudiants s'expriment plus librement en leurs

langues du terroir. Le français coexiste ainsi avec celles-ci qu'on le veuille ou pas. Et comme on peut s'y attendre, même les étudiants rwandais, burundais ou autres qui étudient dans les mêmes universités se mêlent aussi au jeu. Ils s'adressent mutuellement les uns les autres en kiswahili, langue vernaculaire. De tout ce qui précède, il ressort qu'à tous les cycles d'enseignement en RDC, surtout à l'université, le français cohabite d'une manière ou d'une autre avec les langues vivantes du pays. L'universitaire congolais, tout en apprenant les matières en français fait usage de son bagage intellectuel et linguistique acquis en langues de son terroir. Comme dirait Daniel Delas (2005 :15) « À l'instar de tous les jeunes urbains, il s'approprie non seulement le français mais un espace linguistique dans le cadre du plurilinguisme local. » Ce plurilinguisme des universitaires qui nous intéresse n'est pas à confondre avec le multilinguisme attesté au pays ou cette simple coexistence de plusieurs langues au sein d'un groupe social. Majoritairement, les étudiants sont capables de s'exprimer à divers niveaux de compétence en plusieurs langues. Au lieu de considérer cela comme une faiblesse, les décideurs devaient étudier les voies et moyens de rentabilisation de cet atout important dans la formation de ces jeunes appelés à travailler dans tous les secteurs de la vie communautaire et avec les entreprises et organismes internationaux.

La façon idéale de satisfaire leurs aspirations et besoins linguistiques consisterait à leur permettre d'apprendre et de s'exprimer librement dans les langues qu'ils maîtrisent le mieux possible et d'éviter ainsi la subjugation de ces langues au profit d'une seule qu'ils sont obligés d'apprendre, de gré ou de force, de peur qu'ils n'échoient aux épreuves et dans la vie.

Vu que la RDC est au carrefour de plusieurs langues et cultures de la région des Grands lacs, de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, ses universitaires et/ou leaders de demain sont contraints de participer à son intégration dans le développement socioéconomique et politique de la région. Or, linguistiquement parlant, toute intégration efficace nécessite la maîtrise des moyens de communication, les langues.

3. Leçons à apprendre à partir d'une éducation comparée centrée sur l'enseignement des langues étrangères ailleurs

Franchement, les conflits armés qui perdurent dans la région des Grands lacs et en Afrique de l'Est ont engendré chez nos concitoyens les sentiments de haine, de mépris ou simplement de méfiance. D'une part, la tendance générale en RDC, est de considérer un Rwandais, un Burundais ou un Ougandais comme un envahisseur ou un ennemi juré. D'autre part, au Rwanda, au Burundi ou en Ouganda, certains stéréotypes accolés aux Congolais laissent à désirer. Dans les climats pareils, les profanes peuvent avoir du mal à envisager une politique d'intégration des langues de la région dans les systèmes éducatifs des pays concernés. Or rien n'est impossible. L'histoire nous apprend que les pays voisins du monde entier connaissent leurs périodes de guerre, de vives tensions et de paix. Les deux Guerres mondiales ont déchiré l'Europe et tout l'Occident, mais actuellement, les Français apprennent l'allemand, les Allemands apprennent le français ainsi que l'anglais, etc.

Dans la Région des Grands lacs et de l'Afrique de l'Est, nous avons beaucoup à apprendre du modèle européen d'enseignement des langues vivantes. Depuis que l'Europe s'est réconciliée avec elle-même, il s'est développé chez ses habitants un engouement pour l'apprentissage des langues étrangères. En effet depuis 1991 fut lancé le projet d'un cadre européen commun pour l'enseignement des langues vivantes ; après le succès des *Niveaux seuils* (1975) et *Post Seuil* (1980). De nombreux projets à courts et à longs termes ont été lancés par la section Langues vivantes du Conseil de l'Europe. Tous ses pays membres ont traduit la même volonté :

- De préserver la richesse du patrimoine linguistique et culturel en Europe ;
- De faciliter par l'apprentissage des langues la mobilité des Européens ;
- De favoriser les échanges d'idées, « compréhension réciproque. La coopération et l'élimination des préjugés (...)

La réussite du CECR n'est pas à démontrer. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les programmes des universités européennes et des centres d'apprentissage accélérés des langues pour s'en rendre compte. Toutes ces institutions superposent l'enseignement des langues étrangères aux programmes classiques. Par exemple, les étudiants de l'université de Grenoble de 3^{ème} année de licence, appelés à devenir professeurs de Français langue étrangère (FLE) apprennent obligatoirement le cours intitulé « Expérience d'une langue nouvelle » au cours duquel ils apprennent une langue qu'ils ignorent complètement et qui ne ressemblent pas aux langues qu'ils parlent ou qu'ils ont déjà étudiées. Certains d'entre eux apprennent ainsi le japonais, le hongrois ou encore le turc auxquels ils ne s'attendaient pas. Beaucoup d'étudiants africains inscrits à l'université de Rouen, au département des sciences du langage ont été obligés d'apprendre le kurde ou le vietnamien alors qu'ils croyaient qu'en France on n'apprend que le français et en français.

Nul doute, même si les universités congolaises et africaines en général ne promeuvent pas encore le plurilinguisme comme il le faut, il est « au top » ailleurs. Le site web de l'université d'Orléans ([http : www.univ-orleans.fr](http://www.univ-orleans.fr) consulté le 10 juin 2012) tout en indiquant de nombreux avantages du plurilinguisme et du bilinguisme reprend sur une longue liste les régions ou pays suivants ayant plus ou moins un enseignement bilingue plus ou moins développé :

Le val d'Aoste (italien et français). L'Alsace (Allemand et/ou alsacien et français), la Canada (anglais et français), le Luxembourg (allemand et français), la Suisse (deux, voire trois des trois langues officielles ou des quatre langues nationales, la France (langue régionale et français), l'Allemagne (français ou anglais et allemand), le pays d'Europe de l'Est (français ou allemand, et langue du pays), le Maghreb (français, arabe et anglais plus l'espagnol pour le Maroc).

4. Des mesures à prendre en RDC et dans les pays des Grands lacs et de l'Afrique de l'Est

Il serait utopique d'intégrer toutes les langues de la région dans les programmes universitaires compte tenu de leur nombre très élevé. Comme ça se fait

ailleurs, il faudra miser dans un premier temps sur la promotion des langues qui s'imposent dans chaque pays. Songeons d'abord aux langues officielles: le français ; l'anglais et le kiswahili. Ensuite, faisons allusion aux langues nationales : le kiswahili, le lingala, le ciluba, le kinyarwanda, le kiganda, le kirundi... Et finalement, on ajoutera sur cette liste une dizaine des langues des tribus majoritaires de chaque pays concerné.

Comme on peut s'y attendre, la promotion de toutes ces langues n'exige pas les miracles. Il suffit de les insérer dans les programmes de départements des langues africaines ou régionales pour attirer l'intérêt des étudiants. Fait probant, au Kenya, suite à la présence chinoise très significative, plusieurs universités offrent les cours des débutants à tous ceux qui s'intéressent à la langue chinoise. De même, à l'université Kenyatta, chaque fois que nous lançons un nouveau programme d'apprentissage d'une nouvelle langue, les étudiants nous viennent de toutes les facultés. C'est ainsi que nous comptons plus de 300 étudiants apprenant le français dans un pays anglophone. D'autres centaines s'inscrivent dans les sous départements d'allemand ; de japonais et de portugais. En 2005, quand nous avons annoncé le programme du *lingala*, plus de 500 étudiants ont manifesté leur intérêt en une semaine. Tous les étudiants de maîtrise qui suivent le cours intitulé *Expérience d'apprentissage d'une langue nouvelle* ne cessent de manifester leur intérêt à apprendre les langues régionales (de l'Afrique de l'Est).

Des tels engouements justifient l'urgence qu'il y a à promouvoir le plurilinguisme et/ou le multilinguisme dans les universités africaines. Il nous faut d'importants programmes destinés à former efficacement les universitaires de la région des Grands lacs et de l'Afrique centrale dans un grand nombre de langues vivantes de leur choix. L'histoire a déjà prouvé que cela peut se concrétiser même dans un laps de temps. Déjà, lors de la Deuxième Guerre mondiale, les besoins linguistiques de l'armée américaine en opération à l'étranger furent à la base de la méthode dite de l'armée ou *l'army specialised training programme (ASTP)* qui engendra dans les années 50 les fameuses méthodologies *audio orale*, *audio-linguale* et *structuro-globale* ou encore l'audiovisuelle européenne.

Sans aucun doute, la réussite d'un programme ou d'une méthode efficace d'enseignement des langues nécessite l'implication des experts et une bonne planification.

5. Recommandations

Au terme de tout ce qui précède, nous nous permettons de proposer les recommandations suivantes pouvant contribuer à la mise en place des programmes favorisant le plurilinguisme dans les universités congolaises et celles de l'Afrique de l'Est et de la région des Grands lacs :

5.1 Pour la République démocratique du Congo

- Concevoir un curriculum universitaire développant clairement un programme efficace d'enseignement des langues nationales et majoritaires dans les facultés des lettres (à l'université) et dans les départements de français (dans les instituts supérieurs) ;

- Offrir un cadre idéal aux étudiants qui puissent apprendre les matières universitaires en français et en langues nationales ou vernaculaires qu'ils maîtrisent mieux ;
- Insérer dans le programme universitaire les cours d'apprentissage des langues régionales, parlées dans les pays voisins et en Afrique de l'Est afin de promouvoir petit à petit une politique d'intégrations linguistique;
- Ouvrir les centres des langues offrant les certificats de maîtrise des langues congolaises.

Aux décideurs de tous les pays de Grands lacs et l'Afrique de l'Est

- Développer un curriculum commun ou semblable englobant les langues de la région de Grande diffusion telle que le kiswahili ; le lingala ; le luganda ; le kinyarwanda, etc. ;
- Conception des matériels didactiques intégrant les valeurs culturelles de chaque pays concerné
- Intensification de la formation linguistique conjointe des professeurs de français, d'anglais et des langues régionales
- Organisation des conférences et séminaires visant la promotion du plurilinguisme et la coexistence harmonieuse des langues étrangères.
- Recours aux linguistes africains et experts internationaux afin de mettre en place des programmes pratiques susceptibles de promouvoir le plurilinguisme et le multilinguisme
- Immersion linguistique et échanges internationaux des étudiants apprenant les langues régionales.

Bibliographie

Atibakwa-Baboya, E. *L'hindubill a-t-il été un laboratoire des particularismes lexicaux du français de Kinshasa ?*

Baylon, Ch. 1996. *Sociolinguistique Sociétés, langue et discours, 2^{ème} édition. Paris : Nathan.*

Delas, D. Juillet-septembre 2005. « Le français au sud : appropriation et créativité. » Notre librairie langue, langage invention, no 159, pages 12-17.

Division des politiques linguistiques Strasbourg 2003. Cadre européen commun de référence pour les langues. Apprendre, enseigner ; évaluer. Normandie Roto impression.

Dubois, J. et al. 2007. Grand dictionnaire Linguistique et sciences du langage, Paris : Larousse.

Kasoro Tumbwe, R. 1999. *Position de l'anglais en République Démocratique du Congo. Diversité Langues.* En ligne. Vol. IV.

Kilosho, K. S., « Le français et les langues nationales en République démocratique du Congo ». dans Ngalsso, M. M., (Sous la direction de) *Environnement francophone en milieu plurilingue*, Presses universitaires de Bordeaux, 2012, pages 405-418.

Lokombe, K. 1984. «Évaluation de l'enseignement du français en Afrique centrale ». *Tiers monde*, volume 25, no 97, p.169.

Lallement, F. 2002. « Le français, une langue au service de l'éducation. Pour une nouvelle approche institutionnelle de l'enseignement du français en Francophonie ». In Martinez, P. *Le français langue seconde Apprentissage et curriculum.* Paris : Maisonneuve et Larose.

Ngalasso, « L'indispensable coexistence avec les langues africaines ». *La Francophonie par les textes*, Troisième partie : la francophonie africaine. Texte no 24, EDICEF-AUPELF. Ricard, A. 2009. *Le kiswahili, une langue moderne*, Karthala - CREPOS : Paris.

Mukala Kadima, Nz., *Congo : La langue au cœur de la crise de l'enseignement*, dans *Jeune Afrique* n°2654 du 20 au 26 novembre 2011.

Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Plan d'action national de l'éducation pour tous (Projet) Volume 1 : Cadre stratégique : Kinshasa, janvier 2005.

Nyembwe Ntita, A. *Le Français en République démocratique du Congo : État Des Lieux* www.unice.fr/.../Nyembwe, page 16.

Yengo, P. 2011. «De la vie à l'œuvre Entretien avec Serge Amisi » . *Etudes littéraires africaines. L'enfant soldat : langage et images*, Association pour les études africaine. Metz. NO. 32, p 216.

Notes

¹ Selon l'Atlas linguistique du site www.ethnologue.com/show_country consulté le 22 juin 2012, le nombre des langues de neuf pays voisins de la RDC se répartit ainsi : le Soudan (142), la Tanzanie (128), la République centre africaine (72), le Congo-Brazzaville (62), l'Uganda (45), l'Angola (42), le Burundi (3) et le Rwanda (3).

² Patrice Yengo, « De la vie à l'œuvre Entretien avec Serge Amisi », paru ans *Etudes littéraires africaines. L'enfant soldat : langage et images*, Association pour les études africaine 2011/32, p 216.